

**XXXIVème Session de l'Assemblée Régionale Europe
de l'APF
Catalogne, Barcelone / 23 - 26 octobre 2022**

Intervention de Mme Paraskevi Vryzidou / Section hellénique

**PANEL 3 : les droits à la liberté d'expression et de réunion des
parlementaires**

Madame la Présidente de la Section Catalane de l'APF,
Monsieur le Chargé de mission Europe de l'APF,
Mes chers collègues,

Je me permets de dévier le thème de ce panel et de parler plus largement sur les grands enjeux de l'actualité.

Malheureusement, nous vivons un moment tragique de notre histoire moderne, en raison de la guerre sauvage en Ukraine.

Mais, outre la guerre à nos portes, nous étions déjà, et nous sommes toujours dans une période turbulente, où nous voyons *la montée des démocraties illibérales et le renforcement des régimes autocratiques*.

Même en Occident, nous voyons nos démocraties en crise, où les citoyens ne veulent plus voter aux élections, et ceux qui arrivent aux urnes préfèrent des partis extrémistes. Le malaise social est là, nos citoyens ne croient plus en la Politique, ils sont indifférents aux choses publiques et expriment fortement leur mépris, en adoptant un comportement, permettez-moi de dire, « antipolitique ».

Que fait-on, alors, dans ce contexte lourd ? Face à une situation économique et géopolitique si difficile, comment protéger et promouvoir les droits humains, alors que des menaces graves pèsent actuellement sur le multilatéralisme et le droit international ?

Mes chers collègues, **notre démocratie libérale parlementaire est attaquée, et je pense que ceci constitue l'enjeu majeur.**

Elle est attaquée extérieurement, par des états et de chefs d'état autoritaires, *prônant le révisionnisme historique et qui veulent saper la démocratie et ses valeurs* ; mais notre démocratie est, aussi,

victime de ses propres erreurs, en raisons des inégalités croissantes et du malaise social qu'elle fait produire !

Or, il faudra protéger notre démocratie de l'attaque extérieure et en même temps, nous devons trouver des réponses satisfaisantes aux faiblesses intérieures, pour le dire crument, nous devons donner de vraies solutions aux besoins de nos citoyens, augmenter leurs revenus et améliorer leur vie quotidienne. *Car seule une démocratie qui satisfait l'ensemble de sa population peut garantir les droits de l'homme et l'état de droit.* Il est urgent, donc, **que notre démocratie libérale trouve les vraies réponses face à ce défi.**

Le Président Macron devant son 1^{er} conseil ministériel fin août, a dressé un tableau sombre, voyant «la fin de l'abondance », «la fin de l'évidence » et «la fin de l'insouciance ».

Ce que nous sommes en train de vivre est plutôt de l'ordre d'une grande bascule et d'un grand bouleversement, il a déclaré; pour ajouter que « *nous vivons depuis plusieurs années la fin de ce qui pouvait apparaître comme une abondance. Celle des liquidités sans coût, celle de la fin de l'abondance de produits, de technologies qui nous semblaient perpétuellement disponibles* », «la fin de l'abondance de terre ou de matière, et de celle de l'eau ». Des manques à la fois dus à la crise sanitaire, la guerre aux portes de l'Europe ainsi qu'au dérèglement climatique. Et, il a bien raison; Nous vivons « *la fin des évidences* », quand on regarde à la fois, chacun son pays, l'Europe et autour du monde. « ***La démocratie, les droits de l'Homme, si d'aucuns pensaient que c'était la téléologie de l'ordre international, les dernières semaines auront battu en brèche quelques évidences*** ».

Le retour de la stagflation menace les économies avancées et non avancées à l'échelle mondiale. L'apparition simultanée et l'intensité de ces nouveaux phénomènes provoquent l'épuisement et un climat permanent de peur et d'insécurité dans toutes les sociétés. Nous sommes, donc, devant une toute « nouvelle réalité », pleine de crises, jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre soit établi. Les États et les systèmes politiques subissent cette pression, des infrastructures s'effondrent, les institutions politiques semblent insuffisantes et déficientes, les interventions financières incomplètes et récurrentes,

la désinformation et les « fausses nouvelles » dominant au débat public.

Autrement dit, la Politique souffre et elle doit se redéfinir avec un P majuscule et dans l'esprit de cette nouvelle ère. Or, l'Occident doit faire son retour substantiel ; il doit se réaffirmer comme une conquête historique et culturelle universelle, prouver, à travers ce traumatisme grave, que la nouvelle crise **est aussi une opportunité à surmonter.** Il ne fait aucun doute que le despotisme dominant à l'Orient, principal adversaire de notre démocratie parlementaire libérale, doit être battu.

« *Le commencement est toujours devant* » disait Heidegger. La crise que nous traversons n'est pas seulement un désastre, c'est aussi un espoir, elle peut déclencher l'éveil. Il n'y a pas, et il n'y a jamais eu, de feuille de route vers la prospérité collective. Le seul moyen est de se battre, toujours et sans cesse. Et c'est cela **notre devoir capital. Nous, les parlementaires, devons défendre et enrichir les valeurs fondamentales de la démocratie.**

Mes chers collègues,

Il n'y pas des droits de l'homme ni d'état de droit, si notre démocratie parlementaire s'effondre. Il faudra se battre bec et ongles, d'abord pour protéger notre démocratie des attaques extérieures et puis inventer, urgemment, *une nouvelle méthode, des nouvelles idées,* de sorte que les nouvelles politiques renforcent **la cohésion et la justice sociale,** faire sentir à nos citoyens que tous auront leur place dans la richesse produite. Nous devons mettre en place des politiques qui améliorent la vie de nos citoyens et qui réduisent les inégalités flagrantes.

La confiance entre la politique et la société sera rétablie si et seulement si les citoyens voient des résultats concrets et palpables, **s'il se sentent en sécurité économique,** s'ils croient à leur intégration culturelle et sociale, **s'ils peuvent se projeter dans un avenir meilleur. Notre seul choix est de ne pas permettre le recul démocratique ;** nous devons œuvrer de concert à inverser la tendance pour renouveler la démocratie parlementaire, et créer les conditions dans lesquelles les droits de l'homme et l'État de droit puissent s'épanouir.

Je vous remercie de votre attention.